

### Article 21 du Règlement

qu'on sache pourquoi. Que reste-t-il aux consommateurs de leur pouvoir de réglementer le marché s'ils n'ont aucun choix réel? Il ne reste peut-être plus assez de sociétés vraiment concurrentes depuis les dernières prises de contrôle.

Peut-être le problème est-il dû en partie à Petro-Canada qui semble suivre les tendances du marché lorsqu'elles sont à la baisse mais qui, nous dit-on, les précède quand elles sont à la hausse. Bon nombre de mes électeurs croient que le temps est venu pour le gouvernement de se débarrasser de Petro-Canada. Selon eux, si elle passait aux mains d'une société privée dynamique, il y aurait plus de vraie concurrence sur le marché et les prix baisseraient.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

#### ON DEMANDE DES NORMES INTERNATIONALES

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Comme vous le savez, monsieur le Président, il y a dans le monde quelque 374 réacteurs nucléaires, situés dans 26 pays différents. L'Agence internationale de l'énergie atomique ne dispose virtuellement d'aucun moyen pour mettre en oeuvre des mesures de sécurité afin de protéger la santé des gens. Les événements récents exigent une intervention à l'échelle mondiale afin d'empêcher que ne se produisent de tels accidents.

Par conséquent, j'exhorte une fois de plus le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) à prendre une initiative au nom du Canada et des 26 pays qui ont des réacteurs nucléaires sur leur territoire, afin d'établir, d'abord, des normes internationales . . .

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

#### LA BAISSÉ DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Jim Jepson (London-Est):** Monsieur le Président, les choses tournent vraiment rondement à l'heure actuelle sur le marché, car les taux d'intérêt sont en chute libre. Certes, quand les taux d'intérêt sont raisonnables, l'économie prend de l'essor; leur baisse révèle aussi cependant que les gens ont confiance dans le gouvernement et en la productivité de leurs investissements. Les programmes mis en oeuvre par l'ancien gouvernement libéral avaient fait grimper les taux d'intérêt préférentiels à près de 23 p. 100 en 1981. Si l'on compare ce pourcentage au taux d'intérêt préférentiel de l'heure actuelle, qui est de 10.5 p. 100, on se rend compte que le programme économique des conservateurs a visé juste.

Il n'y a plus maintenant aucune raison pour que les propriétaires renoncent à leur maison à cause de versements hypothécaires inabondables. Les taux d'intérêt de plus de 20 p. 100 pratiqués à l'époque du régime libéral ont baissé à près de 10 p. 100 et continuent de diminuer.

Bien que le taux d'escompte de la banque centrale ait fléchi, il est manifeste que les banques à charte ne mettent pas la même ardeur à en faire bénéficier les emprunteurs, qu'elles mettent à leur imposer les augmentations. Les marchés du crédit commercial et du crédit à la consommation sont tributaires de la concurrence et le gouvernement devrait prendre des mesures pour veiller à ce que nos banques fassent profiter les Canadiens de ces baisses, au lieu d'empêcher des bénéfices supplémentaires à leur détriment.

\* \* \*

### L'EMPLOI

#### LE FINANCEMENT DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, alors que le gouvernement s'était fixé pour stratégie de créer des emplois à la pelle, il a maintenant décidé de ne plus subventionner de nombreux organismes sans but lucratif qui, par le passé, étaient admissibles à des crédits destinés à créer des emplois d'été pour les étudiants. À Toronto, plus d'une soixantaine de ces organismes qui ont touché des subventions salariales dans le cadre de Défi 85 en seront privés cette année. Ils ont donc perdu leur temps à planifier leurs programmes et leurs services, car il est maintenant trop tard pour faire des demandes de fonds ailleurs.

● (1410)

D'une part, le programme d'emplois d'été a subi une compression budgétaire et, d'autre part, ses crédits sont destinés non plus à des organismes bénévoles, entre autres des camps de jour pour enfants, mais plutôt à des entreprises à but lucratif.

Selon le *Globe and Mail*, on aurait notamment avantagé Magna International et Bell Canada. N'est-ce pas venir en aide aux bien nantis? Voilà encore une fois les conservateurs en train de suivre aveuglément une idéologie au détriment des Canadiens ordinaires, en l'occurrence de jeunes travailleurs et les bénéficiaires des organismes sans but lucratif.

\* \* \*

### L'IMMIGRATION

#### ON DEMANDE D'ACCROÎTRE LE NOMBRE D'IMMIGRANTS

**M. Jack Scowen (Mackenzie):** Monsieur le Président, aux yeux de bien des gens, nos problèmes économiques tiennent à l'immensité de notre pays et à sa faible densité démographique. Nous dépendons à un tel point de nos exportations de bois, de poisson, de minerai et de produits agricoles que nous écoulons souvent notre production sur des marchés favorables à l'acheteur, et ce, en-dessous du prix de revient.

Mais combien différente serait cette situation si nous consommions la plupart de nos propres ressources. Nous avons donc besoin d'un afflux démographique analogue à celui du début du siècle, après les deux grandes guerres, qui a été marqué par de très fortes vagues de prospérité économique.